

· ESPRIT ·

Comprendre le monde qui vient

212, rue Saint-Martin, 75003 Paris

www.esprit.presse.fr

Rédaction : 01 48 04 92 90 - redaction@esprit.presse.fr

Ventes et abonnements : 03 80 48 95 45 - abonnement@esprit.presse.fr

Fondée en 1932 par Emmanuel Mounier

Directrice de la rédaction Anne-Lorraine Bujon

Rédactrice en chef Anne Dujin

Rédacteur en chef adjoint Jonathan Chaliar

Responsable de la communication Edouard Chignardet

Comité de rédaction

Joseph Bahout, Françoise Benhamou, Hamit Bozarslan, Sylvie Bressler,
Fabienne Brugère, François Crémieux, Carole Desbarats, Élise Domenach,
Michaël Fœssel, Antoine Garapon, Joël Hubrecht, Annick Jamart, Justine Lacroix,
Anne Lafont, Manuel Lafont Rapnouil, Emmanuel Laurentin,
Guillaume Le Blanc, Nicolas Léger, Michel Marian, Marie Mendras,
Jean-Claude Monod, Hélène Mugnier, Véronique Nahoum-Grappe,
Bernard Perret, Jean-Pierre Peyroulou, Jean-Yves Pranchère,
Camille Riquier, Jean-Louis Schlegel, Lucile Schmid

Comité d'honneur

Olivier Abel, Dominique Bourg, Jean-Philippe Domecq,
Jean-Pierre Dupuy, Alain Ehrenberg, Jean-Claude Eslin, Jean-Marc Ferry,
Nicole Gnesotto, Dick Howard, Hugues Lagrange, Bernard Manin,
Patrick Mignon, Thierry Paquot, Joël Roman, Olivier Roy, Jean-Loup Thébaud,
Irène Théry, Georges Vigarello, Catherine Wihtol de Wenden, Frédéric Worms

À plusieurs voix

**La présidence Biden
ou le primat de l'action**
Jérémie Gallon
p. 10

**Législatives en Algérie :
un non-événement sur fond
de répression du Hirak**
Camille Leprince
p. 13

**Le projet européen
face au printemps arabe**
Smail Kouttroub
p. 17

**L'autodestruction
du Cameroun**
Hippolyte Éric Djounguep
p. 21

Les portes étroites
Garance Navarro-Ugé
p. 24

**L'empreinte politique
de la Covid**
Michel Marian
p. 27

Le libéralisme introuvable
Michaël Fœssel
p. 31

Où habitons-nous ?

Introduction
Julien Leplaideur
p. 39

La grande exclusion
*Entretien
avec Christophe Robert*
p. 43

**Le changement d'état
du logement social**
*Julien Leplaideur
et William Le Goff*
p. 57

Après la propriété
Vincent Le Rouzie
p. 67

Le tour du propriétaire
Nathalie Bittinger
p. 75

**Fonder, habiter et bâtir.
Des campements
aux *instant cities***
Michel Agier
p. 83

**Comme un noyau
dans son fruit**
*Entretien
avec Alain Damasio*
p. 95

Varia

Le piège de l'identité
Jean-Louis Fabiani
p. 107

**La guerre de 1870
et la naissance
du témoin moderne**
Édouard Galby-Marinetti
p. 115

**Histoire des Quatre.
Les postrévolutionnaires
russes à *Esprit***
Hélène Iswolsky
p. 123

**Castoriadis fonctionnaire.
Un philosophe à l'OCDE
(1948-1970)**
Raffaele Alberto Ventura
p. 127

Cultures

Chroniques p. 140

Un nouveau Mounier ?
Guy Coq

**L'efficacité prouvée
de la non-violence**
Laurence Hansen-Löve

Passage d'Orphée
Hervé Menou

Alain Resnais, en son absence
Louis Andrieu

Recensions p. 156

DANS LE MIROIR AFGHAN

Alors que l'on commémore ce mois-ci les vingt ans des attentats du 11 septembre 2001, les scènes de chaos dont l'aéroport de Kaboul a été le théâtre fin août, quand étrangers et civils afghans étaient évacués dans un climat de tension extrême, resteront dans les mémoires comme l'épilogue piteux de deux décennies d'occupation de l'Afghanistan.

La quasi-superposition de cet anniversaire et de la victoire éclair des talibans – obtenue sans combats ou presque – suscite malaise et interrogations. Un terrible sentiment d'échec collectif pour commencer, et de retour à la case départ, vingt ans après l'invasion américaine. L'ambition occidentale de bâtir en Afghanistan un « État moderne » s'est brisée sur la structure si particulière de la société afghane, qui depuis un demi-siècle a empêché l'établissement d'un pouvoir central stable. Mais la faiblesse des institutions afghanes, inefficaces et décrédibilisées, était connue de longue date, et on ne saurait feindre la surprise face à la situation actuelle : depuis plusieurs années déjà, les desseins de « *nation building* » avaient été abandonnés au profit d'une simple « transition » devant permettre une sortie honorable des États-Unis et de leurs alliés. C'est cette sortie que le président Biden a dramatiquement manquée, ajoutant à une longue série d'échecs.

Les événements de cet été viennent ainsi clore un double cycle, dans l'histoire des États-Unis et dans celle des relations internationales. Un cycle ouvert avec le 11 septembre 2001, dont on dit souvent qu'il a marqué l'entrée du monde dans le *xxi*^e siècle, avec l'irruption du terrorisme islamiste et son installation durable dans les imaginaires sociaux et politiques.

La guerre d'Afghanistan aura été la première de ces « guerres sans fin », lancées par une Amérique obsédée par la perspective de son déclin, mais auxquelles l'opinion américaine, échaudée par le coût humain et financier de ces conflits, a peu à peu cessé d'adhérer. L'élection de Donald Trump en 2016 n'aura d'ailleurs pas été indifférente à ce sentiment d'enlèvement sur des théâtres d'opérations lointains. Joe Biden vient ici mettre un point final à une séquence d'une rare continuité entre les trois derniers présidents américains, au-delà de tout ce qui les différencie par ailleurs.

Pour autant, l'intervention en Afghanistan ne saurait être réduite à une aventure américaine. C'est en 2001, à propos de l'Afghanistan, qu'a été invoqué pour l'unique fois dans l'histoire de l'Otan l'article 5 du traité de Washington, c'est-à-dire la clause de défense collective au nom de laquelle l'Alliance s'est engagée derrière les États-Unis. Depuis la guerre froide, l'Afghanistan a été le principal terrain d'intervention de l'Otan. L'absence de perspective commune à ses membres, tant sur l'avenir de ce pays que sur d'autres dossiers, pose la question de l'avenir et du rôle de l'institution, si souvent accusée de n'être que la courroie de transmission de la stratégie américaine.

Si le 11 septembre 2001 a fait la fortune des grilles de lecture « civilisationnelles » qui ont largement consisté, pour les démocraties occidentales, à construire la figure d'un ennemi extérieur contre lequel se protéger, il faut faire le constat que l'Occident est, vingt ans plus tard, bien mal en point. L'échec en Afghanistan, réplique de la déroute américaine en Irak, ne confirme pas seulement l'impossibilité d'exporter la démocratie par la guerre et par l'argent ; il confirme également une forme de fatigue démocratique, qui se traduit notamment par le rejet des interventions extérieures, y compris face à la violation de lignes rouges que l'on prétendait jusqu'alors défendre. La détermination malheureuse de Biden en Afghanistan en août 2021 rappelle ainsi la volte-face d'Obama en Syrie en août 2013, lorsqu'il décidait finalement de ne pas réagir militairement au bombardement chimique de la Ghouta. Un choix du repli qui ne manquera pas, comme en 2013, d'encourager les adversaires des États-Unis, qui sont aussi, en grande partie, ceux des démocraties.

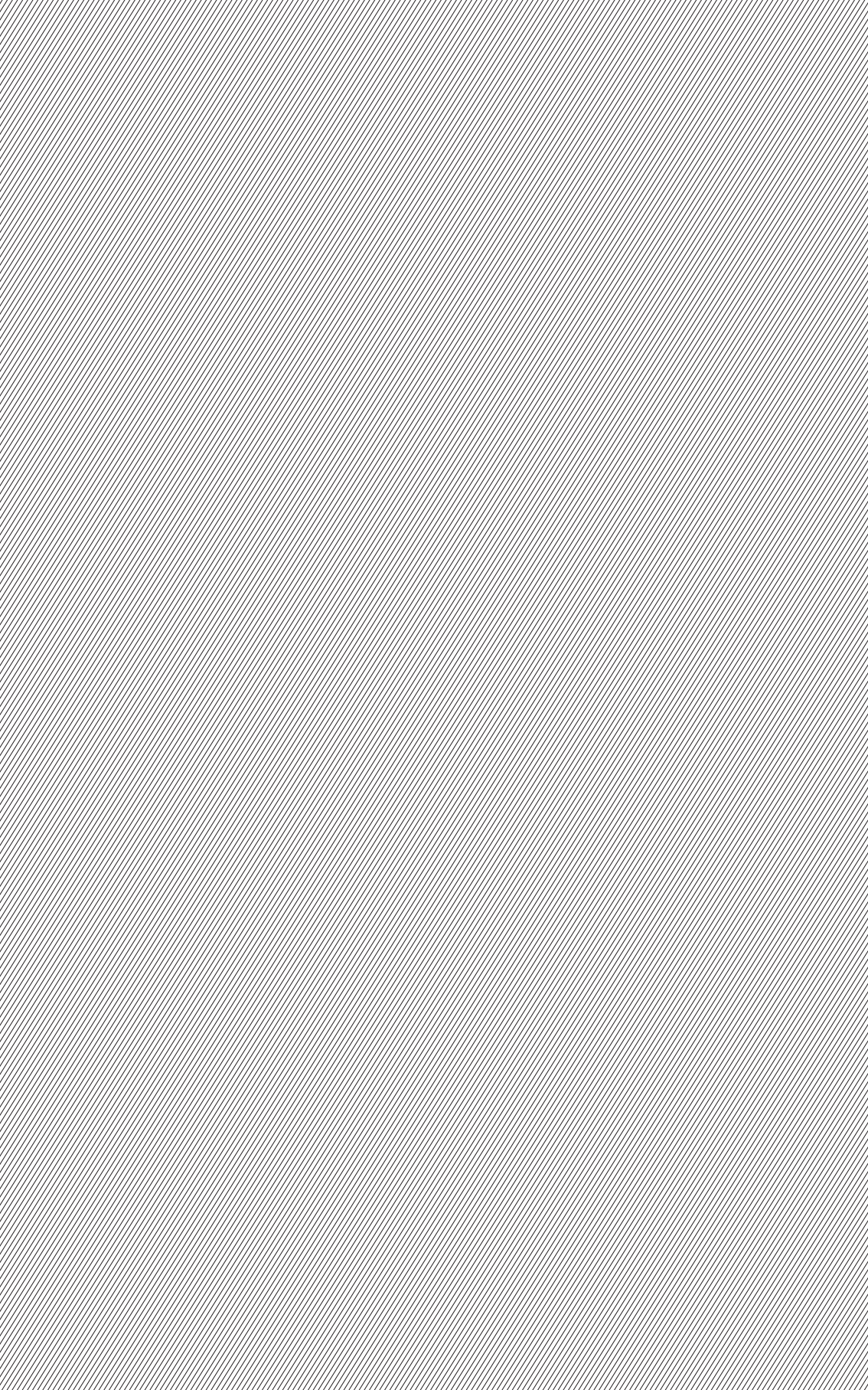
Désormais, ce sont les talibans qui entendent marquer des « lignes rouges » et brandissent des menaces en cas de prolongation de la présence des Américains et de leurs alliés pour encadrer l'évacuation des derniers civils cherchant à fuir. La question de savoir sur quoi ouvre le

retrait de la puissance américaine reste entière. Ni unipolaire ni multipolaire, le monde de l'après-guerre froide se présente aujourd'hui comme celui du retour des puissances régionales – on sait le rôle déterminant qu'a eu le Pakistan dans le retour des talibans –, qui jouent souvent des partitions aussi inquiétantes qu'hasardeuses. L'idée d'un ordre international qui assurerait la paix et la sécurité des peuples a vécu, et il nous faut en prendre acte. Certains n'en demandent pas plus pour proclamer le caractère obsolète des institutions internationales ou renoncer à l'universalité des droits de l'homme, au nom d'un prétendu pragmatisme, en réalité cynique. Il faut résister à cette pente et continuer de croire à la force de nos idéaux démocratiques, sans arrogance ni complaisance, et en reconnaissant que les démocraties paraissent aujourd'hui bien faibles et pusillanimes.

**Ni unipolaire ni multipolaire,
le monde de l'après-guerre
froide se présente aujourd'hui
comme celui du retour des
puissances régionales.**

Une preuve de cette pusillanimité nous est d'ailleurs offerte par la réaction de plusieurs dirigeants européens – dont Emmanuel Macron – à la crise afghane, qui ont d'emblée exprimé leur inquiétude devant les conséquences migratoires de la chute de Kaboul. La nécessité de se « *protéger contre les flux migratoires irréguliers* » est alors apparue comme la principale préoccupation des capitales européennes, qui savent ce que la crise migratoire de 2015 leur a coûté en crédit politique. Il est certain que, comme toutes les situations dramatiques qui se nouent à nos portes, le retour des talibans au pouvoir jettera sur les routes des hommes et des femmes à la recherche d'un avenir meilleur. Mais si notre seule réponse consiste à nous barricader, alors le constat de notre déclin et de notre impuissance sera sans appel.

Esprit



À
PLUSIEURS
VOIX

LA PRÉ- DENCE BIDEN OU LE PRIMAT DE L'ACTION

Jérémie Gallon

En entrant à la Maison Blanche le 20 janvier 2021, Joe Biden a succédé à deux présidents, Donald Trump et Barack Obama, dont l'arrivée au pouvoir avait eu, pour des raisons diamétralement opposées, une portée symbolique très forte. Or si l'élection du 46^e président des États-Unis, en novembre 2020, s'est déroulée sur fond de tensions dans une Amérique extrêmement polarisée, la personnalité de Joe Biden n'a pas suscité ce mélange d'espoirs, de peurs et de passions qu'avaient pu générer les figures de ses prédécesseurs. Pourtant, plus de six mois après les débuts de son administration, Joe Biden a su transformer ce qui aurait pu être une faiblesse en une véritable force pour mettre en œuvre un programme politique très ambitieux. À l'époque des grands discours, des élans rhétoriques et des outrances qui ont caractérisé la vie politique américaine ces douze dernières années a succédé un temps de l'action, où les débats de fond, notamment sur les politiques

publiques, sont à nouveau à l'ordre du jour.

Une vision politique

Revenons d'abord sur la méthode employée par Joe Biden. Le président américain s'est entouré d'une équipe compétente et expérimentée, composée de figures avec lesquelles il a noué des liens anciens et forts. Lorsque Janet Yellen, Antony Blinken ou Jake Sullivan s'expriment, leurs homologues étrangers savent que c'est la voix du président qu'ils écoutent. Ce sont des interlocuteurs crédibles et respectés sur la scène internationale. Contrairement à la situation de confusion qui prévalait pendant la présidence Trump, quand les dirigeants étrangers savaient que tout dépendait de leur capacité à nouer une relation directe avec le président, il existe une unité et une cohérence de vues au sein de l'administration Biden. Pour éviter une hyperpersonnalisation de sa présidence, qui le conduirait à une surexposition risquée sur le plan politique, l'actuel occupant de la Maison Blanche s'astreint également à une communication très contrôlée. Il laisse ainsi les membres de son cabinet et ses principaux conseillers s'afficher en première ligne, tant sur le front intérieur que diplomatique.

Un autre trait caractéristique de la présidence Biden réside dans le fait que la politique étrangère et la

politique intérieure y sont étroitement liées. Cela reflète deux convictions profondes de l'ancien sénateur du Delaware. La première est que l'Amérique ne retrouvera son leadership sur la scène internationale que si elle est capable de panser ses plaies et de mettre en œuvre des politiques susceptibles de renforcer sa cohésion sociale, sa capacité d'innovation et sa puissance économique. La seconde est que la diplomatie américaine ne peut plus être conçue ni déployée sans prendre en compte ses conséquences sur le plan intérieur, notamment pour les classes moyennes.

Dans ce contexte, l'administration Biden a articulé sa politique économique autour de trois programmes majeurs : un plan de relance de 1 900 milliards de dollars, un plan d'infrastructures doté de 1 900 milliards de dollars et un troisième plan de 1 800 milliards de dollars qui vise notamment à faciliter l'entrée des femmes sur le marché de l'emploi. Il est important de souligner que ces 4 900 milliards de dollars de dépenses publiques, soit l'équivalent de 23 % du PIB américain, ne représentent pas une véritable rupture idéologique. Depuis la crise financière de 2008, les élites politiques américaines, y compris au sein du Parti républicain, ont de fait rompu avec le laissez-faire reaganien. Si le détail de ces mesures peut faire l'objet de désaccords sur l'échiquier

politique, leur principe fait donc consensus dans la société américaine.

Ces mesures, qui doivent s'accompagner de la mise en place d'une fiscalité accrue sur le capital et les plus hauts revenus, ont pour but de réduire les fractures sociales qui gangrènent la société américaine. Mais en dessinant les contours d'une politique industrielle, en accompagnant et en accélérant le « verdissement » de l'économie américaine et en investissant massivement dans les infrastructures, talon d'Achille historique de l'Amérique, Joe Biden veut également que les États-Unis soient en mesure de rivaliser avec la Chine dans ce qu'il voit comme la grande confrontation du XXI^e siècle.

**Biden comprend que
la Chine est un rival
systémique, mais
également un partenaire
pour faire face à certains
défis globaux.**

À cet égard, ce serait une erreur de considérer que sa politique à l'égard de Pékin s'inscrit dans la continuité de celle de l'administration Trump. Certes, les deux présidents partagent la conviction que la Chine représente un défi historique et sans précédent pour le leadership américain. Mais là où Trump employait une rhétorique guerrière et s'était lancé dans une

lutte bilatérale dépourvue de toute vision stratégique, Biden comprend que la Chine est un rival systémique, le plus grand concurrent de l'Amérique sur les plans technologique et économique, mais également un partenaire pour faire face à certains défis globaux, en premier lieu la lutte contre le changement climatique. Il sait également que les États-Unis doivent retrouver un rôle de leadership dans le système multilatéral et s'appuyer sur des alliances commerciales, sécuritaires et technologiques, tant dans le bassin indo-pacifique qu'en Europe, s'ils veulent relever le défi chinois. C'est la raison pour laquelle son administration a placé la question chinoise au cœur de l'ordre du jour des récents sommets du G7 et de l'Otan ainsi que de sa rencontre avec les dirigeants européens. C'est également ce qui a guidé son choix de tenir le premier sommet virtuel de sa présidence avec les dirigeants indien, australien et japonais dans le cadre stratégique du dialogue quadrilatéral sur la sécurité (Quad).

Un parcours semé d'obstacles

Si la plupart des dirigeants alliés de Washington se réjouissent de retrouver un partenaire américain plus fiable, réfléchi et cohérent, il n'en demeure pas moins que l'administration Biden est aujourd'hui confrontée à d'importants défis.

En matière de politique étrangère, les États-Unis doivent désormais composer avec une Europe en quête de souveraineté et d'autonomie stratégique. Les Européens n'accepteront ni d'être les vassaux, ni même les alliés dociles des États-Unis. Si Bruxelles et les capitales européennes considèrent Washington comme leur allié le plus proche, de nombreux sujets de tension demeurent, que ce soit sur le plan commercial, en matière de régulation de l'économie numérique, ou encore sur l'approche à adopter à l'égard de Pékin. Bien que certaines initiatives de l'administration Biden, notamment sur la fiscalité internationale ou le conflit Airbus-Boeing, ont été perçues positivement en Europe, la relation transatlantique restera marquée par des divergences très fortes. Le retrait brutal des États-Unis d'Afghanistan – où ils considèrent ne plus avoir d'intérêts stratégiques majeurs – rappelle aussi de manière cruelle aux Européens qu'ils devront dorénavant faire face, seuls, à de nombreuses menaces.

Par ailleurs, alors que la coopération entre Pékin et Moscou n'a cessé de se renforcer depuis la crise ukrainienne de 2014, ce serait également une illusion pour Biden de penser qu'il pourrait recréer un fossé entre les deux capitales, comme avaient su le faire si brillamment Nixon et Kissinger en 1972. Le nouvel axe sino-russe repré-

sente, tant sur le plan sécuritaire que technologique, une véritable menace qu'Européens et Américains auraient tort de sous-estimer.

Enfin, même s'il est parvenu à créer les conditions d'un débat public plus apaisé aux États-Unis, Joe Biden demeure prisonnier de très fortes contraintes en matière de politique intérieure. Ainsi, le rejet du libre-échange et la tentation protectionniste, qui transcendent les clivages partisans, excluent désormais que l'administration Biden puisse rejoindre le nouvel accord de partenariat transpacifique. Ce dernier avait pourtant été conçu comme l'un des instruments clés d'une stratégie visant à contenir, sur le plan commercial, l'influence croissante de la Chine en Asie. Surtout, la période de violences et de tensions extrêmes qui a suivi l'élection de novembre 2020, et le refus d'une grande partie des élus républicains de se démarquer de Donald Trump, y compris après l'insurrection au Capitole, ont montré combien les clivages politiques se sont creusés. Pris en tenaille entre un Parti républicain dont l'effondrement moral semble sans fin et l'aile gauche du Parti démocrate en proie à la tentation radicale des guerres culturelles, Joe Biden sait qu'il marche sur un chemin de crête.

Dans ce contexte, les élections de mi-mandat en novembre 2022 révéleront si le président américain est

parvenu à trouver l'équilibre nécessaire pour rassembler une majorité d'Américains. Elles diront également si Joe Biden sera en mesure de poursuivre, au cours de la seconde partie de son mandat, le programme politique très ambitieux qui a été le sien jusqu'à présent.

Jérémie Gallon

Directeur général pour l'Europe du cabinet de conseil géopolitique McLarty Associates, il enseigne les questions internationales à Sciences Po et vient de publier *Henry Kissinger. L'Européen* (Gallimard, 2021).

LÉGISLATIVES EN ALGÉRIE : UN NON- ÉVÉNEMENT SUR FOND DE RÉPRESSION DU HIRAK

Camille Leprince

Coupures d'Internet, coupures d'eau, crise économique, hôpitaux saturés, couvre-feu, fermeture des frontières... Vivre en Algérie en l'an II du Hirak s'avère de plus en plus

rude. La lassitude et la peur ont pris le pas sur l'euphorie des débuts, où jeunes et vieux, femmes et hommes de différentes couches sociales se réunissaient chaque vendredi dans les rues du pays depuis le 22 février 2019. Marcher pour marcher, risquer l'emprisonnement : les impasses et les menaces planent sur le mouvement de contestation. Dans ce contexte, les élections législatives du mois de juin sont apparues comme une énième manœuvre d'un pouvoir sûr de lui, qui n'a plus rien à céder aux activistes ni à offrir à sa population, si ce n'est une façade démocratique.

Le vote, un non-événement

Le 12 juin dernier, 24 millions d'électeurs algériens ont été appelés à voter aux élections législatives. Le suspens était à l'image des scrutins précédents : il était couru d'avance que les partis affiliés au pouvoir l'emporteraient. Aussi le taux d'abstention a-t-il été massif, atteignant officiellement 67 %, ce que nombre d'Algériens considéraient même comme un chiffre revu à la baisse. Le Hirak passé par là ne semble pas avoir changé la donne par rapport aux législatives précédentes, où l'on décomptait un taux de participation de 38,25 % en 2017 et de 43 % en 2012. *« L'impression qu'on est coincés dans une boucle temporelle où le FLN gagnerait toujours quoi qu'on fasse »,*

résume ainsi le statut Facebook d'une journaliste d'Alger qui écrit sur les réseaux sociaux sous pseudonyme pour se protéger des autorités.

Ces législatives anticipées représentaient l'une des promesses du président Abdelmadjid Tebboune. Il exposait de cette manière le souhait d'une rupture avec l'ère Bouteflika, lui-même ayant pourtant été un fidèle de l'ancien clan resté vingt ans au pouvoir. La majorité de la population a bien vite discerné la manœuvre politique. La volonté affichée de rompre avec l'époque de l'ancien président, tombé lors la première phase du Hirak de 2019, ne trompe personne. Elle n'est nullement synonyme de démantèlement du système, mais s'avère une arme utile pour installer une nouvelle clique et renforcer ainsi le régime sous couvert de changement. Et ce discours ne répond en rien aux revendications des manifestants participant régulièrement aux marches vers l'Assemblée populaire nationale : les députés nouvellement élus ne sont pas plus représentatifs de la population qu'auparavant et restent surtout soucieux de garantir leur siège, tandis que le rôle de l'Assemblée continuera de se cantonner à enregistrer les mesures du gouvernement. De l'indétrônable Front de libération nationale aux autres partis indéfectiblement liés au pouvoir jusqu'aux indépendants en passant par les islamistes, aucun can-

didat n'affiche une quelconque affiliation au Hirak. Avant même d'être appelés à une concertation avec le président pour fonder un gouvernement d'union nationale, les représentants politiques avaient d'ailleurs annoncé au préalable se conformer au programme présidentiel, ce qui laissait d'emblée entrevoir une assemblée à la solde de la présidence.

En ce sens, les dernières élections ne se distinguent guère des rendez-vous électoraux précédents sur fond de Hirak, où l'appel au boycott était massif. Marquant la fin de la période d'interim qui a suivi la chute d'Abdelaziz Bouteflika, l'élection présidentielle a été plusieurs fois reportée jusqu'à amener Abdelmadjid Tebboune au pouvoir en décembre 2019, malgré une abstention record pour un tel scrutin, s'élevant à 60 % du corps électoral. De même, lors du référendum sur l'amendement constitutionnel de novembre 2020, la participation atteignait moins de 24 % et il n'est pas exclu que la majorité de ceux qui ont adoubé le toilettage de la Constitution n'aient pas su pour quoi ils votaient. « *Je vote pour le bien du pays* » demeure dans ces cas-là le principal argument, dans le sillage du discours des autorités. Dans les régions reculées, la pression reste l'un des moteurs pour se rendre aux urnes : les électeurs voient dans l'abstention le risque d'être mal perçus,

voire discriminés dans leur vie quotidienne. Le fameux doigt bleu marqué d'encre que l'on appose sur la liste d'émargement à la sortie de l'isoloir demeure un signe de bonne conduite. C'est aussi là que l'on mesure encore le décalage entre l'Algérie de l'intérieur et celle des grandes villes, où le droit constitutionnel était déjà considéré par certains des militants les plus avertis comme un nouveau moyen de peser sur la transformation du régime au tout début du Hirak. Aujourd'hui, ceux-là admettent bien volontiers avoir été dépossédés du processus de transition et ne cachent pas leur désillusion, qui se traduit par leur rejet des urnes. Pour eux comme pour la majorité de la population, les trois scrutins organisés depuis la chute de l'ancien président auront été un non-événement.

**Les trois scrutins
organisés depuis la chute
de l'ancien président
auront été un non-
événement.**

Faire face à la répression

Le désenchantement actuel ne doit pas pour autant faire oublier les acquis du mouvement de contestation populaire. Si le système n'a pas été démantelé comme le réclamaient les

manifestants, parvenir à déboulonner le président Bouteflika en criant « *Non au cinquième mandat* » n'aura pas été l'unique pari relevé par le Hirak. Il s'agissait également de dénoncer une indépendance confisquée, de sortir du trauma de la guerre des années 1990, de maîtriser son propre programme en marge de celui de la vague régionale de 2011, le tout en réapprenant à dialoguer, à se fédérer, à se réappropriier l'espace public, et surtout à reprendre ainsi en main son histoire. Personne ne s'est donc leurré sur la tentative de récupération du mouvement à l'approche de son premier anniversaire. Lorsque le président Tebboune a signé un décret faisant du 22 février la « journée nationale de la fraternité et de la cohésion entre le peuple et son armée », quelques dizaines de milliers d'Algériens étaient au rendez-vous dans les rues en février 2020, et même en février 2021 malgré le coup d'arrêt qu'a représenté la crise sanitaire.

Mais la pandémie du coronavirus est loin d'être le seul adversaire du Hirak et c'est désormais une féroce répression qui lui a succédé. Militants, opposants politiques, manifestants, journalistes, universitaires et étudiants sont des cibles privilégiées, devenues victimes de mesures d'intimidation, de perquisitions, d'arrestations, voire de peines d'emprisonnement. Face à cette montée de la violence, la population tente de s'organiser. « *Être solidaire, c'est*

tout ce qui nous reste », affirme une hirakiste qui préfère garder l'anonymat. Le Comité national de libération des détenus figure parmi les organisations les plus actives pour centraliser l'aide ; les avocats qui travaillent gratuitement sillonnent le pays et un soutien matériel est dispensé aux familles défavorisées. À l'initiative de ce comité et d'autres acteurs de la société civile s'est aussi créé le Comité contre la torture et les conditions carcérales inhumaines. Ces structures fragiles n'échappent pas pour autant à la répression. Afin de faire face à l'étouffement que subissent leurs voix les plus connues, des initiatives spontanées d'anonymes prennent le relais. Sur le plan symbolique, c'est en publiant le décompte et les noms des détenus sur les réseaux sociaux que s'exprime la solidarité de la population. Au moment des législatives, on comptait ainsi près de 300 détenus d'opinion.

Les journalistes font partie des cas les plus emblématiques. De la capitale jusqu'à l'extrême sud du pays, les détenus se multiplient au sein des médias. Si le début du Hirak avait laissé entrevoir une ouverture du champ médiatique, c'est-à-dire l'occasion, pour les médias publics, de ne plus être seulement des fonctionnaires de l'information et, pour les médias privés, de voir leur petite marge de manœuvre s'élargir, la parenthèse n'a pas duré longtemps. Dès le premier

scrutin présidentiel, le pouvoir a tenté de museler la presse. Khaled Drareni fait alors partie des seuls à continuer de couvrir le mouvement, parmi un petit groupe qui poursuivait un travail d'information malgré la confiscation du matériel et autres menaces répétées. Si son cas a été sans nul doute le plus médiatisé, c'est que ce journaliste est à la fois fragilisé et bien identifié parce qu'il travaille pour des médias français et pour des médias indépendants algériens en plus d'être un membre actif du réseau Reporters sans frontières. Harcelé par le pouvoir, il s'attendait à être arrêté, mais peut-être pas à être emprisonné durant une année. Rester sur le terrain en Algérie en subissant ces représailles signifie dès lors assumer de jouer le rôle d'exemple. Atteinte à l'unité nationale, atteinte à l'ordre public, atteinte à la personne du président, cybercriminalité, diffamation : les chefs d'accusation se multiplient pour réprimer, y compris les commentaires de l'actualité sur les médias sociaux. La notoriété de Khaled Drareni, qui compte plus de 70 000 abonnés sur Facebook et plus de 164 000 sur Twitter, est sans doute sa meilleure protection. Néanmoins, tous les journalistes ne disposent pas d'un tel bouclier. Ni les simples citoyens qui cherchent de nouveau à quel espoir se raccrocher. Peu après le dernier scrutin, plus de quatre-vingts organisations non gouvernemen-

tales, algériennes et internationales, ont en effet exhorté le Conseil des droits de l'homme des Nations unies à condamner « *l'escalade de la répression* » et à répondre à « *la criminalisation croissante* » des libertés fondamentales. Le mois suivant, une centaine de détenus du Hirak se voyaient libérés suite à la traditionnelle grâce présidentielle, accordée à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance. Reste que ce premier geste est encore loin de la promesse de révolution portée par le mouvement populaire.

Camille Leprince

Chargée de recherche au Centre national des arts plastiques, elle prépare une thèse sur le cinéma documentaire de Syrie à l'EHESS.

LE PROJET EUROPÉEN FACE AU PRINTEMPS ARABE

Smail Kouttroub

Dans un monde arabe en ébullition, la passivité des Européens laisse place aux ambitions d'autres puissances, parrains déclarés de projets contre-révolutionnaires. Soutenir les

aspirations démocratiques des peuples de la région ne semble pas la priorité des décideurs européens, qui développent plutôt une stratégie d'endiguement des conflits et de limitation de leurs effets sur le plan sécuritaire et migratoire. Que peuvent réellement les Européens ? Les circonstances géopolitiques actuelles favorisent-elles la promotion des valeurs européennes dans les pays secoués par la seconde vague du printemps arabe ?

Timides réactions européennes

À l'instar des réactions constatées lors de la première vague révolutionnaire, l'Union européenne semble hésitante et sans réelle stratégie pour accompagner la dynamique en cours dans le monde arabe. En réaction aux récentes mobilisations en Algérie, au Soudan, en Irak et au Liban, elle adopte les mêmes réflexes et tient le même discours : la condamnation des violations des droits de l'homme, l'accompagnement des réformes politiques et des financements sous forme de prêts pour remettre la machine économique en marche.

La diplomatie européenne dans le monde arabe, rattrapée par la *Realpolitik*, se concentre sur les enjeux sécuritaires, en particulier la gestion des migrations. Un rapport du Parlement européen, paru en 2019, souligne que « l'Union n'a pas réussi à

acquérir une réelle et concrète influence politique et économique¹ » dans la région. Le moment de crise que traverse le projet européen, la nature des relations qu'entretiennent certaines capitales européennes avec les pays concernés par les derniers soulèvements et la complexité des enjeux stratégiques de la région expliquent la fébrilité des Européens. Pourtant, les engagements avec la plupart des pays arabes accordent la priorité aux réformes politiques. Les Européens auront-ils l'audace de mobiliser les autres outils dont ils disposent (le mécanisme « Facilité pour la société civile », l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme et le Fonds européen pour la démocratie) ? La question reste ouverte.

En dépit des multiples résolutions du Parlement européen sur la situation des droits de l'homme en Algérie, par exemple, l'Europe se montre peu exigeante envers ce pays du Maghreb. Dans ses rapports avec Alger, Bruxelles développe un certain pragmatisme et s'adapte aux mutations de la scène régionale. Cherchant à garantir sa sécurité par la coopération avec un pays partageant des frontières avec la Libye et certains pays du Sahel, les Européens n'hésitent pas à sacrifier

1 - Commission des Affaires étrangères du Parlement européen, « Sur l'après-printemps arabe : la voie à suivre pour la région MENA », février 2019.

les questions démocratiques. Dans un rapport sur l'état des relations entre l'Union européenne et l'Algérie, la Commission européenne souligne la place importante qu'occupent la stabilité régionale et la coopération en matière de migration et de mobilité². Écartelée entre le défi démocratique et le sécuritaire, la politique algérienne de Bruxelles est prise dans des contradictions.

Au lieu de traiter les causes de l'instabilité, à travers le soutien à une véritable transformation politique des sociétés arabes, comparable à celle expérimentée dans le sud et l'est de l'Union européenne, l'action européenne s'est réduite à la recherche de solutions immédiates à des problèmes profonds. Il s'agit d'une vision à court terme, répondant aux calendriers électoraux locaux, plutôt qu'une approche mutuellement bénéfique s'inscrivant dans la durée.

Vers la diplomatie des valeurs ?

Dans un contexte de ralentissement économique qui réduit sa puissance, l'Union européenne traverse un moment difficile. Au nom du souverainisme, les populistes appellent à l'abandon du projet humaniste

et universaliste porté par les pères fondateurs de l'Union. Un « *moment réactionnaire* » de l'Europe fragilise la légitimité et la capacité d'action de l'Union européenne à l'intérieur comme à l'extérieur³. Le retrait du Royaume-Uni, qui connaît bien la scène moyen-orientale, accroît les difficultés des Européens à se faire entendre.

Hormis le Royaume-Uni, les autres pays européens modulent leurs attitudes en fonction de leurs préoccupations nationales. La Grèce, l'Allemagne et l'Italie s'intéressent davantage à la gestion de l'équation migratoire, devenue un enjeu majeur de politique intérieure pour ces pays. Les relations historiques et culturelles que la France entretient avec la région, les intérêts économiques qu'elle y détient et les positions médianes qu'elle a prises dans les conflits du Proche-Orient la prédisposent à jouer un rôle de premier plan. Toutefois, la question des réformes politiques demeure sensible. Indépendamment des pressions exercées récemment par Paris pour une refonte du système politique libanais, la diplomatie française se montre prudente. Lors de sa visite à Bagdad, début septembre 2020, le président Macron a

2 - Commission européenne, *Rapport sur l'état des relations Union européenne-Algérie dans le cadre de la politique européenne de voisinage renouvelée*, mars 2018.

3 - Voir Bastien Nivet, « L'union européenne à l'heure du "moment réactionnaire" », *Revue internationale et stratégique*, n° 106, 2017, p. 101-110.

évoqué les questions sécuritaires et les réformes économiques en menaçant ses interlocuteurs, malgré des manifestations populaires réclamant un changement de régime politique.

Les décideurs à Bruxelles restent fidèles à l'idée selon laquelle le soutien aux régimes en place reste le seul moyen de garantir les intérêts économiques et sécuritaires.

Face aux revendications légitimes des peuples arabes, les décideurs à Bruxelles restent fidèles à l'idée selon laquelle le soutien aux régimes en place reste le seul moyen de garantir les intérêts économiques et sécuritaires. Les révolutions survenues depuis 2010 ne semblent pas infléchir cette tendance. Les Européens doivent-ils renoncer à promouvoir la démocratie au sud et à l'est de la Méditerranée ? Dans le monde arabe, les ambitions déclarées des pays de la région, l'hégémonie américaine, le retour des Russes et la percée économique chinoise réduisent considérablement la marge d'action de l'Europe. Enrico Letta, ancien président du Conseil italien, se demande comment l'Union européenne peut transformer sa force auparavant portée par la puissance

économique, en une force fondée sur l'influence de ses valeurs⁴.

La réponse à cette question devra être une priorité pour les Européens s'ils souhaitent garder un certain crédit dans une région qui connaît un sursaut citoyen depuis une décennie. Les revendications citoyennes portées par les mouvements sociaux arabes s'inscrivent en faux contre le déterminisme culturaliste, avancé par tant de chancelleries occidentales pour ajourner les réformes et composer avec les autocrates arabes. Certes, les compromis peuvent assurer momentanément certains intérêts mercantiles. Néanmoins, ils ne peuvent que desservir l'idéal démocratique dont rêvent les peuples arabes.

Smail Kouttroub

Enseignant chercheur à l'université de Rabat, il est l'auteur de *Monde arabe : les aléas d'une transition ratée* (L'Harmattan, 2017).

4 - Enrico Letta, avec Sébastien Maillard, *Faire l'Europe dans un monde de brutes*, Paris, Fayard, 2017.

Merci !

La rédaction d'*Esprit* remercie chaleureusement tous les donateurs qui ont contribué à notre campagne de levée de fonds sur Ulule, organisée en juin 2021, pour le lancement de nos futurs podcasts.

Raphaëlle Albertin / Marianne Amar / Jean-Pierre Aubin / Rémi Baille / Nicolas Bandaly / Serge Barale / Sophie Barthier / Flora Bernard / Hubert Bettan / Anne Bioulac / Josiane Blanc / Alyosha Bobbio / Laurene Bounaud / Ludovic Bourdié / Sylvie Bressler / Gauthier Brienne / Sébastien Bujon / Thierry Bujon de l'Etang / Véronique Bujon-Barré / Alexandre Carpentier / Martine Cauville / Sabine Chardonnet-Darmaillacq / Ludovic Chaudier / Alain Chaumette / Anna Cherner-Drieux / Jean-Pierre Chignardet / Julie Chopart / Thierry-Pierre Clément / Agnès Colonval / Association Connaissance et Vie d'aujourd'hui / François Crémieux / Pierre-Yves Crémieux / Flore de Borde / Raphaëlle de Lafforest / Géraldine de Margerie / Solène de Margerie / Isabelle de Mecquenem / Juliette Decoster / Pierre Delattre / Diane Delaurens / Pierre-Édouard Deldique / Hélène Deleuze / Fabrice Demarigny / Hélène Deneux / Carole Desbarats / Dominique Desbois / Serge Deslandes / Marie Deugnier / Charlotte Dolez / Jean-Philippe Domecq / Elise Domenach / Jean Jacques Dorio / Didier Drevet / Louis Dumoulin / Patrice Dunoyer de Segonzac / Michael Edwards / Antonin Ehrenberg / Alain Ehrenberg / Corinne Ehrenberg / Laurent el Ghazi / Guillaume Eliet / Elyne Etienne / Jean-Louis Fabiani / Emmanuel Fayemi / Matthieu Febvre-Issaly / Yan Flauder / Stéphane Folacher / Marie Fortoul / Annie Fourré / Jean-Marc Frémont / Caroline Frémont / Bernard Gabas / Alain Ganiwet / Jean-François Gary / Alexandre Gefen / Eric Gilles / Geneviève Ginvert / Lorraine Goldenstein / Théo Gomez / Alain Grabias / Vincent Grandpierre / Mark Guillon / Karim Hatem / Association Havre de cinéma / Philippe Hennecart / Pierre-André Hervé / Dick Howard / Annick Jamart / Marie Jauffret-Roustide / Éric Jeanne / Thierry José / Sylvie Kauffmann / Jean-Marc Kespi / Marie-Hélène Labbé / Grégoire Labonnex / Melchior Labonne-Collin / Justine Lacroix / Alexandra Lalo / Claude Lance / Steven Lasry / Beatrice Latini / Emmanuel Laurentin / Arnaud Le Moing / Jean-Pierre Lemaire / Hélène Lemaire / Marie-Françoise Lemaire / Philippe Lemoine / Julien Leplaideur / Jean-Michel Liet / Gérard Lioret / Marie Louf / Étienne Mace / Béatrice Marchal / Thierry Marres / Philippe Mathy / Véronique Mathy / Marie Mendras / Meryl Merranx / François Meunier / Martine Meziere / Mikael Mohamed Longerey / Adrien Mouchet / Emmanuel Mounier / Hélène Mugnier / Thibault Mutinelli-Szymanski / Georges Nivat / Patrice Obert / Lydia Obolensky / Frédéric Pain / Philippe Pedrot / Philippe Perez / Bernard Perret / Véronique Perrette / Christophe Philippon / Franz Pierrot / Raphaël Pinault / Marie-Michèle Poncet / Guillaume Ponsard / Catherine Portevin / Jean-Yves Pranchère / Véronique Prouvost / David Puga-Combe / Irinda Riquelme / Guy Rivaux / Philippe Roberge / Pascal Robert / Bruno Ronfard / Jules Rostand / Evens Salies / Valérie Saurel / Lucile Schmid / Jean-Pierre Siefer / Claire Sixt-Gateuille / Jean-Louis Son / Jean-Marc Sourdillon / Henri-Jacques Stiker / Irène Théry / Jean-Louis Tinarrage / Sandrine Tolotti / Gwenaëlle Valenta / Delphine Vcaudor / Yves Veron / Patrick Villeneuve / Clémence Voizenet / Pierre Walrafen / Florence Willaert / Frédéric Worms.

Directrice de la publication
Anne-Lorraine Bujon

Fabrication : TRANSFAIRE SARL, F-04250 Turriers, 04 92 55 18 14
www.transfaire.com

Création de la maquette originale et illustration de couverture : Ip-3 / Olivier Marty

Publié avec le concours du Centre national du livre

Dépôt légal août 2021 – Commission paritaire 0722 D 81899
ISSN 0014 0759 – ISBN 978-2-37234-182-0

n° 477, septembre 2021

Achévé d'imprimer sur les presses de Corlet Imprimeur
ZI, rue Maximilien Vox
Condé-sur-Noireau
14110 Condé-en-Normandie

N° d'impression : 2012.0145



Esprit est membre du réseau des revues européennes *Eurozine* (www.eurozine.com)

© ESPRIT – Sauf pour de courtes citations dans une critique de journal ou de magazine, il est interdit, sans la permission écrite des détenteurs du copyright, de reproduire ou d'utiliser les textes publiés dans cette revue, sous quelque forme que ce soit, par des moyens mécaniques, électroniques ou autres, connus présentement ou qui seraient inventés, y compris la xérographie, la photocopie ou l'enregistrement, de même que les systèmes d'informatique.

En application du Code de la propriété intellectuelle, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement, par photocopie ou tout autre moyen, le présent ouvrage sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).